



Un partage d'objectif et de valeurs

- **La Suisse est un partenaire européen fiable.** En tant que **membre engagée du Conseil de l'Europe**, de l'**OSCE** et de l'**OCDE**, la Suisse œuvre en faveur de la démocratie, de l'Etat de droit, des droits de l'homme, de la stabilité et de la prospérité en Europe et dans le monde.
- La Suisse entretient une **coopération au développement** de longue date avec les pays d'Europe de l'Est et des Balkans, à l'extérieur de l'UE (CHF 2,5 Mia. pour les Etats des Balkans occidentaux depuis 1995). En outre, elle a réalisé, au moyen d'une **contribution de 1.3 milliard d'euros**, de nombreux projets dans les 13 Etats membres qui ont adhéré à l'UE depuis 2004. La Suisse a l'intention de poursuivre son engagement au sein de l'UE avec une **deuxième contribution suisse** du même montant avec les thèmes prioritaires de la formation professionnelle et de la migration.
- Face aux **défis de la migration**, la Suisse se montre **solidaire avec ses partenaires européens**. Dans le cadre des discussions sur la réforme de Dublin, elle s'engage pour une répartition équitable des charges entre les Etats. En plus de ses obligations en tant qu'Etat associé de Schengen et Dublin, elle s'est engagée ces dernières années de manière spontanée aux programmes de relocalisation et de réinstallation de l'UE. Faisant suite à l'intensification de la crise migratoire dans les camps grecs en raison de la pandémie du coronavirus, la Suisse a participé plusieurs fois à l'accueil de mineurs non accompagnés. De plus, elle soutient le Bureau européen d'appui en matière d'asile (BEAA) en personnel et financièrement et a fourni de façon volontaire une contribution de CHF 5 millions au bénéfice du *EU Emergency Trust Fund for Africa*.
- La Suisse contribue à la **promotion de la paix, de la stabilité et de la sécurité en Europe**. Elle participe régulièrement aux Missions d'observation électorale de l'UE et a détaché une experte dans ce domaine auprès du Service européen pour l'action extérieure (SEAE). Elle soutient également les missions de promotion de la paix de l'UE avec actuellement env. 30 experts civils et militaires participant à des missions de l'UE dans les Balkans occidentaux (EULEX au Kosovo et EUFOR Althea), ainsi que dans la région du Sahel (EUCAP Mali). De plus, elle prévoit une participation à la Mission de l'UE en Iraq (EUAM Iraq). Environ 165 membres de l'armée suisse au sein de la KFOR OTAN au Kosovo ainsi que des détachements civils au sein des missions spéciales d'observations de l'OSCE en Ukraine apportent d'autres contributions importantes pour une Europe sûre.
- La Suisse fournit ses bons offices entre des parties à un conflit que ce soit dans le cadre de mandats de médiation (p. ex. dialogue Belgrade-Pristina), en tant qu'Etat hôte de négociations (p. ex. Iran/JCPOA), par le soutien de processus de paix en cours (p. ex. le processus de Berlin concernant la Libye) ou par la représentation d'intérêts d'Etats qui n'ont pas de relations diplomatiques (p.ex. Géorgie/Russie).
- De façon générale, **la Suisse coordonne étroitement sa politique étrangère avec celle de l'UE** ; elle soutient la politique de sanctions de l'UE et travaille étroitement avec l'UE et ses Etats membres au niveau international entre autres dans les domaines de la sécurité, de la coopération au développement, de la politique humanitaire ainsi que de la politique des droits de l'homme et de paix.

Des relations étroites et intenses

- La Suisse compte parmi **les principaux partenaires économiques de l'UE¹** :
 - **Commerce de marchandises : la Suisse est le 3^{ème} partenaire de l'UE derrière les Etats-Unis et la Chine** (env. 8% du commerce de l'UE est destiné au marché suisse). La valeur totale de leur commerce de marchandises s'élève à plus d'1 milliard d'euros par jour ouvrable. L'UE retire un bénéfice de ses échanges avec la Suisse d'env. 47 milliards.
 - **Commerce des services : la Suisse est le 2^{ème} partenaire de l'UE derrière les Etats-Unis** (8% des importations de services dans l'UE, 13% des exportations de services de l'UE) avec une valeur totale des services échangés de 180 milliards d'euros par an et un excédent de la balance des services à l'UE à hauteur d'env. 58 milliards d'euros.

¹ Données statistiques tirées d'Eurostat pour l'année 2017 (investissements) et pour l'année 2018 (marchandises et services).

- **Investissements : La Suisse est le 2^{ème} investisseur dans l'UE derrière les Etats-Unis** avec des stocks d'investissements directs qui s'élèvent à 802 milliards d'euros en 2017 (plus de 12% des stocks totaux d'investissements directs hors UE). Cela représente quelques 840'000 places de travail dans l'UE qui en dépendent. En même temps, la Suisse est le second lieu de destination des investissements étrangers européens dont la valeur dépasse 979 milliards d'euros.
- **Près de 1,4 million de citoyens et citoyennes de l'UE/AELE sont domiciliés en Suisse**, ce qui représente env. 17% d'une population totale d'un peu moins de 8,5 millions d'habitants et environ 7% de tous les citoyens et citoyennes de l'UE/AELE qui ont émigré dans un autre Etat au sein de l'espace UE/AELE. À ceci s'ajoutent quelques 328'000 travailleurs et travailleuses frontaliers. Chaque année, environ 92'000 travailleurs et travailleuses de l'UE sont détachés en Suisse et 27'000 fournisseurs de prestations indépendants viennent de l'UE. A l'inverse, environ 460'000 citoyens et citoyennes suisses sont établis respectivement travaillent dans un Etat de l'UE.
- Avec la **construction des nouvelles lignes ferroviaires à travers les Alpes (NLFA)** pour une valeur d'environ **23 milliards d'euros**, la Suisse met à disposition de nouvelles capacités de transport pour assurer le bon fonctionnement des échanges commerciaux dans le marché intérieur européen. Cela comprend, par exemple, le tunnel de base du Saint-Gothard, le plus long tunnel ferroviaire du monde. A la fin de l'année 2020, la NLFA sera achevée avec la mise en service du tunnel de base du Ceneri.
- La Suisse et l'UE sont liées par une longue et fructueuse coopération également dans le domaine de la recherche et de l'innovation. Dans le cadre du programme-cadre pour la recherche et l'innovation, Horizon 2020 (y compris le programme Euratom), la Suisse compte jusqu'à présent 2.7% de toutes les participations aux projets et 3.9% des fonds engagés sont allés à des partenaires suisses. 39.8% du personnel académique au sein des universités suisses sont des citoyens et des citoyennes de l'UE. Le Conseil fédéral vise une pleine association à la prochaine génération des mesures de l'UE dans le domaine de la recherche et de l'innovation et ainsi à l'ensemble du paquet Horizon (Horizon Europe, Euratom, ITER, DEP).
- **De nombreux accords bilatéraux** constituent la base de ces relations étroites. L'UE a conclu plus d'accords avec la Suisse (plus de 120) qu'avec chaque autre Etat tiers. Ils couvrent un très large éventail de domaines, par exemple: **marché intérieur** (libre-échange, libre circulation des personnes), **sécurité intérieure et asile** (Schengen/Dublin), **transports** (transport terrestre et transport aérien), **coopération fiscale, recherche, environnement, statistique, etc.**
- Dans le cadre de son association à Schengen et Dublin, la Suisse s'engage pour des solutions européennes communes dans les domaines de la sécurité et de la migration ainsi que pour une politique d'asile crédible au niveau européen. Elle participe activement aux instruments de lutte contre le terrorisme et la criminalité ainsi qu'aux mesures concertées pour la protection des frontières extérieures de Schengen et à l'amélioration du retour. De plus, elle participe au **Fonds européen pour la sécurité intérieure 2014-2020**, à hauteur de CHF 114 millions.

Un partenariat étroit fait ses preuves dans la crise du Covid

- La coopération étroite avec l'UE et les Etats membres ainsi que l'implication rapide de la Suisse dans les dispositifs de gestion de crise de l'UE se sont révélés être des facteurs importants dans la gestion de la crise. L'importance des accords bilatéraux s'est confirmée pour les deux côtés (entre autre pour les soins et la sécurité des patients).
- Dans ce contexte, la Suisse est prête à continuer à apporter sa contribution pour une gestion de crise commune réussie. Des exemples de soutien sont : vols de rapatriement (environ 2000 citoyens et citoyennes de l'UE ont été rapatriés par des vols suisses, environ 1400 ressortissants et ressortissantes suisses par de vols organisés par des Etats membres de l'UE) ; accueil de patients français ; livraison d'équipement médical en Italie ; soutien de la Grèce au moyen d'une aide humanitaire aux migrants et aux réfugiés.

Les questions institutionnelles

- Depuis plusieurs années, la Suisse et l'UE cherchent des solutions aux **questions institutionnelles** ouvertes en lien avec l'accès au marché (développement du droit, interprétation, surveillance de l'application des accords, règlement des différends). Un **accord institutionnel** doit permettre la consolidation et le développement de l'accès réciproque au marché. Le droit de l'UE repris dans les accords d'accès au

marché pourrait être appliqué tout en respectant **l'autonomie et l'intégrité des ordres juridiques** des parties. L'accord institutionnel doit également faciliter le **développement futur de la voie bilatérale**.

- Le Conseil fédéral a mené en 2019 des consultations sur le projet d'accord institutionnel avec les acteurs politiques et économiques principalement concernés. Sur la base du résultat de ces consultations, il a confirmé son appréciation positive de l'accord institutionnel et a demandé en même temps **des clarifications avec l'UE sur trois points**: (i) sécurité juridique concernant le niveau de protection des salaires en vigueur en Suisse, (ii) exclusion d'effets horizontaux des règles sur les aides d'Etats et (iii) pas d'obligation de reprise intégrale de la directive sur la libre circulation des citoyens de l'Union.
- Afin de garantir l'acceptation interne nécessaire, le Conseil fédéral est en train d'élaborer en étroite collaboration avec les cantons et les partenaires sociaux des propositions de solutions. Il y aura le **soutien nécessaire sur le plan de la politique interne** pour signer l'accord seulement si des solutions satisfaisantes pour les deux parties sont trouvées sur ces trois points ouverts.

Intensifier les relations dans les domaines d'intérêt commun

- Un accord institutionnel permet d'apporter une sécurité juridique et de mettre **en œuvre de manière efficace les cinq accords d'accès au marché**. Parallèlement à ces négociations, le gouvernement suisse souhaite parvenir à une entente sur les autres dossiers de coopération et d'accès au marché avec l'UE, notamment l'accord sur **l'accès au marché intérieur de l'électricité**. La principale préoccupation de la Suisse et de l'UE est de sécuriser l'approvisionnement sur ce marché libéralisé. L'accès au réseau pour le transit transfrontalier de l'électricité doit être régulé et les normes de sécurité pour le réseau électrique doivent être harmonisées. La Suisse pourrait ainsi continuer à fonctionner comme **plaque tournante de l'électricité en Europe** et, grâce à l'intervention flexible de ses centrales de pompage-turbinage, elle pourrait contribuer à la répartition des charges de l'approvisionnement électrique de l'Europe en tant que « batterie » dans la région alpine.
- En outre, la Suisse et l'UE mènent des négociations en vue d'une **coopération dans de nombreux autres domaines**, tels que la santé publique, les transports terrestres ou la sécurité alimentaire.
- En 2013, un accord sur la **collaboration entre les autorités en matière de concurrence** ainsi qu'un accord de coopération relatif aux programmes européens de **navigation par satellite** (Galileo) ont été signés. En janvier 2020, l'accord entre la Suisse et l'UE sur le couplage des systèmes d'échange de quotas d'émission de CO₂ (**ETS**) est entré en vigueur.